

Interview de Mary Robinson*

Première femme élue à la présidence de l'Irlande (1990-1997), Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme de 1997 à 2002 et actuellement présidente de Realizing Rights : The Ethical Globalization Initiative, Mary Robinson a consacré la majeure partie de sa vie à la défense des droits de l'homme. Tant dans sa carrière universitaire (à la faculté de droit du Trinity College) que dans ses fonctions de législatrice et d'avocate, elle s'est toujours efforcée d'utiliser le droit comme un instrument du changement social. Mary Robinson s'est vu décerner de nombreux prix et distinctions honorifiques. Elle est membre du groupe The Elders, co-fondatrice et ancienne présidente du Council of Women World Leaders et vice-présidente du Club de Madrid. Elle préside le Conseil d'administration de l'Alliance GAVI et le Fonds pour les droits humains mondiaux. Enfin, Mary Robinson est présidente honoraire d'Oxfam International, elle parraine la Communauté internationale des femmes vivant avec le VIH/sida (ICW) et préside la Commission internationale de juristes (CIJ).

Vous qui avez une longue expérience du travail auprès des femmes dans les situations de conflit, quels sont pour vous les effets des conflits sur les femmes ?

Les conflits font souvent payer un lourd tribut aux femmes. Lorsque j'étais Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, j'ai entendu de première main des récits et des histoires bouleversantes de femmes prises délibérément pour cibles, en particulier de viols. Le viol est devenu une arme. C'est pourquoi j'ai accueilli avec une grande satisfaction le fait que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) ait reconnu le viol comme un crime de guerre dans le conflit en Bosnie. Le viol *est* un crime de guerre et constitue indubitablement une arme de guerre. Et c'est un problème qui persiste. J'y ai été à nouveau confrontée en mars dernier, lorsque je me suis rendue dans les camps de Goma, en République démocratique du Congo (RDC). Quand vous entendez avec quelle sauvagerie les femmes sont attaquées, il est clair que ce n'est pas seulement sexuel. Il y a comme une relation de domination, la volonté de soumettre totalement une femme et à travers elle, toutes les femmes ; la psychologie qui sous-tend ces comportements est très difficile à comprendre. Cependant, on les observe bel et bien dans les situations de conflit et ils constituent malheureusement presque une tendance.

Comment les femmes vivaient-elles cette situation ?

Lorsque j'entends le récit de femmes victimes de telles situations, je suis toujours frappée par leur capacité à faire face : en dépit des brutalités qu'elles avaient subies, elles essayaient de s'occuper de leurs enfants ; elles tenaient à ce qu'ils puissent bénéficier d'une éducation, même dans les camps de réfugiés ; enfin, elles s'efforçaient d'instaurer la normalité dans une situation des plus anormales. Mais même dans les camps, il y avait très souvent des inégalités : la nourriture et les autres ressources étaient gérées par les hommes, ce qui rendait les choses encore bien plus difficiles pour les femmes.

* Cette interview a été conduite à Genève le 13 janvier 2010 par Toni Pfanner, rédacteur en chef de la *Revue internationale de la Croix-Rouge*, et Deborah Casalin, assistante de rédaction.

La version originale anglaise a été publiée dans *International Review of the Red Cross*, Vol. 92, N° 877, mars 2010, pp. 9-18.

Récemment, j'ai à nouveau été confrontée à cette réalité alors que j'étais dans l'est du Tchad pour une mission visant à établir des contacts entre des dirigeantes internationales et les femmes sur le terrain, afin d'aider ces dernières à faire entendre leur voix. Nous avons commencé notre visite par le camp de réfugiés où étaient arrivées les femmes du Darfour et j'ai encore en mémoire certains récits qu'elles nous ont faits des événements qui les ont forcées à fuir.

Pouvez-vous nous en raconter un ?

Une des femmes a décrit « des hommes à cheval et des tirs depuis des avions », un témoignage qui suggère la complicité du gouvernement. Elle a pris ses jumeaux dans ses bras et a couru aussi loin que possible. Elle a ensuite voulu savoir ce qui était arrivé au reste de sa famille. Elle a donc laissé ses bébés sous un grand arbre, où elle pourrait les retrouver, et elle est revenue sur ses pas. Son mari avait été tué, de même que l'aîné de ses enfants. Quant à elle, elle a tout de suite été attrapée et violée à de multiples reprises. Elle a ensuite rampé jusqu'à l'endroit où elle avait laissé ses jumeaux et a finalement réussi à rejoindre le camp.

Ce n'est là qu'une histoire parmi tant d'autres. Par ailleurs, cette femme a aussi déclaré qu'elle était plus vulnérable dans le camp lui-même, parce qu'elle était veuve et plus pauvre que les autres et qu'elle devait sortir pour ramasser du bois pour le feu. Ainsi, au lieu de bénéficier d'une protection accrue en raison de sa situation, elle s'est de fait retrouvée encore plus vulnérable.

Nombre des femmes qui nous ont parlé nous ont raconté des histoires similaires. Comme nous étions des femmes dirigeantes qui venions les écouter et qu'elles étaient prises en charge par une petite ONG qui leur avait apporté un soutien psychologique post-traumatique, elles étaient plus ouvertes et plus disposées à nous parler qu'elles ne l'auraient été autrement. Elles ne nous connaissaient pas et il est difficile de parler de telles expériences, mais elles ont compris que nous étions là pour écouter leur histoire. Et celle-ci ne se limitait pas à ce qui leur était arrivé au Darfour ; il y avait aussi le fait qu'elles n'étaient pas en sécurité dans le camp, pourtant un camp de réfugiés officiel établi par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Quand nous avons essayé de savoir qui les avait attaquées, elles nous ont répondu qu'il s'agissait d'hommes en uniforme. Qu'elles soient à l'intérieur ou à l'extérieur du camp, des rebelles ou des soldats du gouvernement – des hommes en uniforme – les prenaient comme si elles leur appartenaient. C'était terrible à entendre !

Quelle est la situation des femmes à l'extérieur des camps de réfugiés ?

La situation des personnes déplacées à l'intérieur du pays par le conflit dans l'est du Tchad était bien pire. Paradoxalement, les conditions de vie de ces femmes et de ces familles – des ressortissants du Tchad – étaient moins sûres et moins bonnes à tous égards que dans le camp de réfugiés. Ces personnes avaient été déplacées par le conflit à une centaine de kilomètres de chez elles. Comme elles se trouvaient dans un camp de fortune et qu'elles étaient à la recherche de terres, elles se trouvaient habituellement au mauvais endroit lorsqu'il y avait des inondations et leur camp avait été inondé. Les femmes se sont plaintes d'y être traitées comme des citoyens de deuxième classe. Elles aussi ont évoqué les approvisionnements en nourriture irréguliers et la domination des hommes. Nous avons de fait assisté à un cours où les femmes apprenaient à lire et à écrire, afin de pouvoir faire la queue pour aller chercher leur propre nourriture et pouvoir signer le registre.

Ce que j'essaie de montrer, c'est qu'il n'y a qu'en écoutant vraiment les femmes qu'il est possible de comprendre leurs multiples souffrances – le déplacement, le meurtre de membres de leur famille, la sauvagerie des sévices dont elles sont parfois victimes et qui visent

littéralement à les détruire pour briser l'identité de leur clan ou de leur groupe et, enfin, le traitement de seconde classe qui leur est parfois réservé dans les camps.

De façon parfois stéréotypée, les femmes sont souvent classées dans la catégorie des victimes de guerre impuissantes. Pourtant, vous avez mentionné des exemples de femmes qui, dans des camps, agissent pour améliorer leur situation et celle de leur famille. Avez-vous d'autres exemples de femmes ayant dépassé ce statut de « victime » ?

Je dirais qu'un certain nombre des femmes que j'ai rencontrées dans des situations de conflit sont passées du statut de victime à celui d'agent du changement et qu'elles ont essayé de venir en aide aux autres membres de leur groupe. C'est là un aspect extrêmement important de leur aptitude à surmonter l'adversité, de la force de caractère dont font preuve nombreuses des femmes qui vivent ces situations si difficiles. C'était frappant – dans un contexte légèrement différent – dans les témoignages des personnes venues parler de leur expérience personnelle à la Conférence mondiale sur le racisme qui s'est tenue en Afrique du Sud. Gay McDougall [experte indépendante des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités] avait organisé une série de tables rondes, auxquelles participaient quatre ou cinq personnes qui, pour la plupart, avaient été victimes d'une manière ou d'une autre d'un conflit et du racisme. Gay McDougall avait tout d'abord intitulé ces séances « Voix des victimes », mais elle s'était rendue compte que cela ne convenait pas, parce que ces victimes étaient devenues des agents du changement.

La majorité des femmes que nous avons rencontrées au Darfour et au Tchad étaient devenues veuves à cause du conflit et nombre d'entre elles avaient été violées à plusieurs reprises. À cause de ces viols, elles avaient souvent honte d'elles-mêmes et parfois, elles étaient même rejetées par leur famille, ce qui était un autre problème pour elles. Ce qui m'a frappée lorsque nous avons commencé à approfondir la discussion avec ces femmes, c'est qu'elles ne voulaient pas être considérées uniquement comme des victimes. En fait, elles voulaient retrouver leur dignité en étant en mesure de travailler et de prendre leurs propres décisions. Elles ressentaient le fait de se trouver dans le camp comme une forme d'impuissance. Pour elles, le vrai problème était le manque de sécurité, mais elles tentaient de se regrouper et de faire entendre leur voix.

Que peut-on faire pour donner des moyens d'agir aux femmes dans de telles situations ?

Ce que nous essayons de faire dans le cadre du *Women Leaders Intercultural Forum* (forum interculturel des femmes dirigeantes) de *Realizing Rights*¹, c'est de mobiliser les femmes qui ont de l'influence ou qui ont accès aux sphères d'influence. En mettant en relation des femmes qui sont des dirigeantes internationales de renom avec des femmes qui s'emploient à apporter une réponse aux conflits au niveau local, nous essayons d'être à l'écoute de ces femmes qui font face à un conflit, de les faire parler et de comprendre ce qu'elles veulent et quelles sont leurs priorités, pour ensuite relayer ces messages là où nous pouvons, auprès des gouvernements, des instances onusiennes et des autres instances internationales. Nous nous efforçons de leur faire clairement comprendre que c'est là notre objectif : nous ne voulons pas leur imposer nos solutions, mais les soutenir *elles* et contribuer à faire entendre leur voix.

Dans le cas du Tchad, le moment était bien choisi, car l'Europe était en train de décider si elle allait ou non établir une présence militaire dans le pays, ce qu'elle a fait relativement peu de temps après. À la suite de notre rencontre avec des femmes au Tchad, nous sommes allées à Paris, puis à Berlin, car il y avait une ancienne ministre allemande

¹ Pour plus d'informations, voir www.realizingrights.org (dernière consultation le 12 mars 2010).

parmi nous et enfin, à Londres, où nous nous sommes entretenues avec le premier ministre Gordon Brown pendant environ 45 minutes. En choisissant volontairement ce moment de manière à maximiser notre influence, nous avons en fait rapporté dans nos pays des réalités qui ont convaincu les dirigeants de prendre cette décision. Ces récits ont trouvé un large écho en Irlande et je suis persuadée que c'est pour cette raison que le gouvernement irlandais a décidé d'envoyer un contingent.

Comment avez-vous fait participer les acteurs locaux ?

L'organisation *Realizing Rights* et son *Women Leaders Intercultural Forum* forment une équipe réduite mais efficace. Nous travaillons donc toujours avec des partenaires. Nous avons travaillé avec Femmes Africa Solidarité, par exemple, pour soutenir le Forum des femmes soudanaises sur le Darfour. C'est un forum remarquable, qui réunit des femmes venant de Khartoum et de Juba qui veulent venir en aide à leurs sœurs dans les trois régions du Darfour. Elles ont fait ce que les hommes ne sont pas parvenus à faire : se rassembler au-delà des clivages entre classes sociales, tribus et même religions, puisque certaines sont chrétiennes et d'autres musulmanes.

Le groupe est resté uni même lorsque la Cour pénale internationale (CPI) a lancé un mandat d'arrêt contre [le président soudanais] Omar Al-Bachir. Ce n'était vraiment pas donné, car c'était un sujet de discorde. Les opinions étaient très diverses dans le groupe, mais les femmes ont su gérer la situation.

En définitive, je dirais que ce forum a pour but de relayer la voix de ces femmes et de défendre leur participation aux négociations de paix et aux efforts de réconciliation. Ce que nous voulons, c'est que, grâce à nous, ces femmes sentent véritablement que leur témoignage est entendu.

Le forum a-t-il fait des démarches auprès des autorités soudanaises et tchadiennes ?

Oui et auprès de l'Union africaine aussi. À Addis Abeba, où deux femmes originaires du Darfour nous accompagnaient, nous avons réussi à tenir une réunion avec l'Union africaine. Un des hommes dirigeants de l'Union africaine souhaitait s'adresser à moi en particulier. Moi, je commençais à répondre à ses questions, puis je donnais la parole aux deux femmes. C'était très intéressant car, de toute évidence, ces hommes n'étaient culturellement pas très enclins à écouter les femmes. Et cela, malgré le fait que l'un des commissaires de l'Union africaine présents était une femme.

Ils voulaient m'installer à la tribune aux côtés des commissaires de l'Union africaine. J'ai refusé et insisté pour que ce soit la chef des femmes soudanaises – présidente du Comité permanent du forum – qui soit à la tribune. Ils étaient choqués à l'idée qu'une femme ordinaire s'y installe !

Cette anecdote est un exemple de la manière dont nous nous efforçons clairement de faire entendre la voix de ces femmes. Lorsqu'elles sont présentes, comme dans ce cas précis, c'est leur voix qu'on doit entendre et nous leur offrons un espace pour le faire. Dans les instances où elles n'ont pas accès, nous faisons entendre leur voix en parlant en leur nom.

Je soutiens entièrement les groupes de femmes africaines : les personnes qui comme nous viennent de l'extérieur peuvent aider et ouvrir d'autres portes, mais à mon avis, ce qui a un effet durable, c'est le renforcement du travail des groupes locaux et des organisations telles que Femmes Africa Solidarité. C'est ainsi que nous créons un contexte favorable pour l'avenir et c'est pourquoi mes collègues du *Women Leaders Intercultural Forum* établissent des partenariats, afin de faire naître des idées durables pour que les groupes africains puissent poursuivre ce travail.

Quand on considère les femmes comme des acteurs plutôt que comme des victimes de la guerre, un autre aspect qui vient à l'esprit est la participation croissante des femmes aux hostilités. Dans votre travail, quelle a été votre expérience avec les femmes porteuses d'armes ?

En fait, l'une des participantes de la deuxième édition du Forum des femmes soudanaises sur le Darfour était justement une combattante en activité. La représentante de la région du Darfour Ouest au Comité permanent, qui était une jeune femme remarquable, une dirigeante née, a jugé important d'avoir une représentation des réfugiées qui étaient aussi des combattantes. Elle a alors trouvé un groupe de femmes combattantes à qui elle a proposé de participer au forum. J'en ai été ravie, parce que cela constituait une vraie ouverture.

J'ai aussi été en contact avec des filles soldats en Sierra Leone. Je me souviens d'une discussion avec plusieurs filles qui avaient vécu avec les soldats, mais qui ne s'étaient pas réellement battues – elles avaient été davantage des esclaves sexuelles que des enfants soldats. À Freetown, nous avons aussi rencontré un groupe d'anciens enfants soldats. On a pu constater que les filles et les garçons voulaient la même chose : simplement retrouver leur famille.

Le cas de Jessica Lynch, la soldate américaine capturée en Irak qui dit avoir été dépeinte à tort comme une héroïne et une victime à des fins de propagande, est un exemple frappant de la manière dont l'image des femmes dans la guerre est utilisée pour susciter des émotions. Que pensez-vous de la manière dont les médias décrivent les femmes dans les conflits ?

Dans une certaine mesure, je crois que si on nous rapporte la mort de trois soldats et qu'on nous dit que l'un d'eux était une femme mère de trois enfants, nous réagissons tout de suite un peu et nous disons tous : « Oh mon dieu, une femme, une mère ! » Il me semble que nous ne sommes toujours pas habitués à voir les choses de la même manière. Les militaires essaient de créer des héros et il se trouve que parfois il s'agit de femmes. Nous avons également vu de mauvais exemples de cette tendance dans le cadre de la guerre en Afghanistan. Lorsque le célèbre joueur de football américain [Pat Tillman], qui s'était enrôlé après les attentats du 11 septembre a été tué par un tir ami, l'armée a essayé d'en faire un héros. La famille du sportif en a été révoltée à juste titre.

Quel est le rôle des femmes dans les forces armées ?

Je me rappelle à l'instant une histoire qui est un témoignage extraordinaire du rôle que les femmes en uniforme peuvent jouer. En mars de l'année dernière, je me trouvais à un colloque international co-organisé et co-présidé par Ellen Johnson Sirleaf [présidente du Libéria] et Tarja Halonen [présidente de la Finlande]. Le colloque, qui a réuni un grand nombre de femmes venant du Libéria et d'ailleurs, s'est tenu sur deux jours et le troisième jour a été marqué par la commémoration de l'adoption par le Libéria d'un plan d'action aux fins de l'application de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité relative au rôle des femmes en temps de conflit et à la sécurité, qui aura dix ans cette année. Quelque 2 000 femmes du Libéria y étaient présentes, aux côtés de leur présidente.

Nous étions assises aux côtés d'Ellen Johnson Sirleaf sous une vaste partie couverte du stade pour assister à diverses présentations. Nous voyions un grand nombre de femmes se regrouper à l'extérieur, parmi lesquelles de très jeunes filles. Ellen est sortie se faire saluer par ces femmes en uniforme pour la protection du Libéria et m'a proposé de l'accompagner. Il y

avait des femmes de l'armée, de la police et des services sociaux, des guides de sections scouts, etc. Alors qu'elles défilaient par centaines devant leur présidente pour la saluer, cette dernière les encourageait et leur rendait leur salut d'un petit geste. J'avais les larmes aux yeux en pensant au parcours de ces femmes, dont beaucoup avaient probablement été violées ou avaient subi des sévices. Elles étaient si fières. Si vous aviez vu les adolescentes, elles étaient comme sur un nuage. C'était un grand moment de fierté pour ces femmes, pour la présidente et pour le pays.

Quel serait l'impact d'un plus grand nombre de femmes au sein des forces armées ?

La participation des femmes aux opérations de maintien de la paix, notamment, est très importante. Au Libéria, par exemple, le contingent de forces de maintien de la paix indien, exclusivement composé de femmes, en témoigne et sa participation est importante. Dans les camps au Tchad où les femmes demandaient des forces de maintien de l'ordre à l'intérieur du camp, elles voulaient que des femmes en fassent partie car, pour elles, des hommes en uniforme pouvaient être des attaquants potentiels. Au Tchad, par exemple, certains soldats basés près des camps venaient de l'autre bout du pays ; ils étaient loin de leur village et voyaient ces femmes comme des proies faciles. De même, lorsque j'étais Haut Commissaire aux droits de l'homme, j'ai été confrontée au problème de membres des forces de maintien de la paix agressant et violant des femmes, ou se livrant au trafic des femmes, et ce dans plusieurs contextes. Lorsque les femmes osaient parler et racontaient ces terribles histoires, beaucoup se heurtaient à un manque de compréhension et il arrivait qu'elles soient traitées sans aucun égard. C'est pour cela que les femmes dans les camps voulaient que davantage de femmes participent de façon visible aux activités de maintien de l'ordre.

Comment peut-on combattre la violence sexiste ?

Il y a un groupe en Irlande dont je suis assez fière. Je n'en suis pas à l'origine, mais je le parraine en quelque sorte. Il serait souhaitable que d'autres pays intéressés par les pays en développement touchés par les conflits ou en situation d'après conflit adoptent une approche similaire. Des organisations humanitaires irlandaises ont jugé que les activités qu'elles avaient menées dans les pays en développement n'avaient pas répondu de façon suffisante à la violence sexiste. Elles ont donc formé une coalition visant à faire face à ce problème. Le gouvernement irlandais, par l'intermédiaire d'*Irish Aid*, est devenu membre de la coalition, tout comme les forces de défense irlandaises. Les membres de la coalition font un travail remarquable. Je me rends en Irlande une fois par an, en novembre, pour les rencontrer et discuter de façon approfondie de leurs expériences. Je les ai rencontrés à quatre reprises. Les deux premières années, les discussions ont principalement porté sur les raisons pour lesquelles nous ne nous étions jamais rendus compte auparavant de l'ampleur du travail à accomplir pour lutter contre la violence sexiste, tant pour nous que pour nos partenaires sur le terrain. Maintenant, la coalition a posé les jalons de l'action qu'elle veut mener dans ce domaine. Par ailleurs, l'Irlande est actuellement engagée dans un processus de partage de connaissances avec le Libéria et le Timor oriental et elle élabore un plan d'action national sur la base de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité.

Les forces de défense irlandaises ont trouvé très important de participer à cette coalition, car non seulement elles sont elles-mêmes des forces de maintien de la paix, mais elles assurent également la formation de nombreuses forces de maintien de la paix. Elles ont découvert qu'elles ignoraient combien il était important d'apporter une réponse au problème de la violence sexiste dans leurs formations. J'ai moi-même appris beaucoup sur tout le travail qu'il reste à faire pour bien montrer et mettre en avant tous les problèmes que pose la violence

sexiste. Ces réflexions ont eu un impact important sur toutes les organisations humanitaires irlandaises, notamment *Oxfam Ireland* et *Christian Aid Ireland*, ainsi que *Concern* et *GOAL*, qui sont maintenant davantage sensibilisées à la question et ont pris conscience de la nécessité de mettre en place des approches qu'elles n'auraient pas suivies auparavant : la tolérance zéro à l'égard de la violence sexiste, le soutien aux victimes, etc. Comme je le disais, les forces de défense irlandaises sont ravies d'avoir bénéficié de cette occasion et ont intégré ces nouvelles notions aux formations qu'elles dispensent à leurs propres forces de maintien de la paix et à d'autres.

Si je devais formuler une recommandation, ce serait que les pays développés participant à des projets de soutien aux pays en situation de conflit ou d'après-conflit prennent les questions relatives à la violence sexiste beaucoup plus au sérieux et investissent davantage dans les apprentissages, les formations et les campagnes de sensibilisation sur cette question.

Des voix se sont élevées pour dénoncer des violences sexuelles, le recours à la prostitution forcée, etc., de la part des forces de maintien de la paix. S'il existe des obligations légales internationales dans ce domaine, les auteurs de tels actes ne semblent pas avoir été beaucoup inquiétés. Qu'en est-il de ce problème ?

Effectivement, c'est un véritable problème, comme nous l'avons vu en Sierra Leone et, surtout, en Bosnie. Le problème, c'est que les auteurs sont simplement renvoyés chez eux et que, bien souvent, ça s'arrête là. Cette impunité est le reflet de la profonde négation de l'importance de ces crimes. Quand on y pense, c'est une honte qu'il y ait une si large impunité – cela veut dire que ces femmes n'ont pas vraiment d'importance.

Dans un contexte totalement différent, j'ai été frappée par un problème de nature similaire. Au Malawi, il existe un projet de santé qui tente de répondre à certains des problèmes qui font que les femmes enceintes restent chez elles, au lieu de se rendre dans une structure de santé, lorsqu'elles souffrent de complications. Par l'écoute, ce projet qui est assez différent des autres projets existants, a permis de déterminer que la principale raison pour laquelle les femmes ne se rendaient pas dans les hôpitaux ou les dispensaires était le mépris avec lequel elles y étaient traitées. Allant jusqu'à être giflées, ces femmes y sont traitées comme si elles n'étaient pas des êtres humains. La situation est la même dans les camps de réfugiés ou de déplacés. J'ai bien peur que dans un grand nombre de situations de ce genre, cela fasse partie du problème : les femmes ne sont pas considérées comme des personnes à part entière ou des citoyennes, on ne leur accorde tout simplement aucune attention.

La cause profonde du problème est donc la sous-estimation de l'humanité et des droits humains des femmes dans ces situations. Et c'est extrêmement grave.

Pensez-vous que certains des problèmes rencontrés par les femmes doivent faire l'objet de conventions ou de résolutions spécifiques comme celles que le Conseil de sécurité vient d'adopter ?

Je me félicite du renforcement de la résolution 1325 du Conseil de sécurité, ainsi que des plans d'action nationaux et même régionaux qui sont mis sur pied. Les femmes peuvent utiliser cette résolution pour faire davantage entendre leur voix et accroître leur participation. Les récentes résolutions 1820, 1888 et 1889, de même que les mandats qui en découlent, montrent que les Nations Unies commencent enfin à reconnaître la gravité du problème de la violence sexiste dans les conflits armés.

Les femmes ont-elles un rôle particulier à jouer au sein des organisations humanitaires et dans l'action humanitaire en général, que ce soit au niveau international ou au niveau communautaire ?

Dans la mesure où l'action humanitaire est un secteur particulièrement sensible de services aux populations vulnérables, je dirais que oui. La tendance est à une plus grande place pour les femmes dans ce type de services. Je n'irais pas jusqu'à dire que seules des femmes doivent s'en occuper ; je suis toujours d'avis qu'il faut un juste équilibre, ce qui est mieux aussi pour pouvoir combiner diverses compétences et approches. Toutefois, je pense que la participation des femmes est particulièrement importante en matière de soutien psychologique post-traumatique, pour que les femmes aient la possibilité de s'ouvrir et de raconter leur histoire à d'autres femmes. Il ne fait selon moi aucun doute qu'il est habituellement plus difficile pour une femme de révéler les détails personnels d'une attaque ou d'une situation traumatisante à un homme qui est quasiment un étranger.

Lorsque je me suis rendue en Albanie avec des collègues pour rencontrer des réfugiés du Kosovo, nous sommes efforcés de recenser certains des cas les plus graves, afin de les soumettre discrètement à la Cour pénale internationale, pour qu'elle les examine en vue d'éventuelles poursuites. Dans cette situation, mes collègues féminines ont fait preuve d'un bien meilleur sens de l'écoute et ont bien mieux compris les histoires qui nous étaient racontées. Toutefois, je sais qu'à un moment donné, après avoir vu ces femmes comme de simples victimes, on apprend à voir aussi leur capacité à s'en sortir, tout ce à quoi elles contribuent et tout ce qu'elles font pour elles et pour les autres.

Après un conflit, quel rôle les femmes doivent-elles jouer dans le processus de guérison et de réconciliation ?

Le cas du Rwanda est exemplaire. Je me suis rendue dans ce pays en septembre/octobre 1994, alors que j'étais présidente de l'Irlande. C'était juste après le génocide et je n'oublierai jamais cette visite. À ce moment-là, il y avait un certain nombre d'ONG à l'œuvre, mais elles étaient principalement étrangères. Un an plus tard, en 1995, alors que l'ONU célébrait son cinquantième anniversaire, j'y suis retournée, déterminée à soulever la question de l'échec de la communauté internationale au Rwanda. Lors de cette deuxième visite, des organisations de femmes locales s'étaient déjà organisées et dénonçaient le fait que personne ne semblait comprendre la nécessité de mettre sur pied des services de soutien psychologique pour les personnes traumatisées.

La troisième fois que je suis allée au Rwanda, c'était en mars 1997, à l'occasion de la Conférence panafricaine des femmes que ces veuves rwandaises avaient organisée. Vous vous demandez peut-être pourquoi organiser une conférence des femmes alors qu'il y avait tant d'autres problèmes à régler ? Mais pourquoi croyez-vous que le Rwanda s'en sort beaucoup mieux aujourd'hui que nombre d'autres pays africains ? C'est grâce à l'engagement des femmes et c'est cette conférence qui a ouvert la voie. Les femmes font partie intégrante des ressources du pays. Étant en majorité après le génocide, elles ont pu orienter les choses dans leur sens. Ce qui a fait la différence, c'est surtout le fait que les femmes aient été si présentes dans les ministères et ailleurs, ce qu'elles ont fait par nécessité, parce qu'il fallait bien qu'elles assument ce rôle dans le pays. La leçon à en tirer est qu'on ne peut attendre les suites d'un terrible conflit pour faire participer les femmes à la prise de décisions.

Qu'en est-il des domaines où la discrimination contre les femmes est fondée sur une supposée base religieuse ? Quelles sont les possibilités pour les femmes de faire leur place dans ces domaines ?

Je suis fier de faire partie de *The Elders*, l'un des groupes formés par Nelson Mandela et Graça Machel. Nous ne sommes pas nombreux et n'avons pas les capacités nécessaires à la mise en œuvre de programmes, mais nous nous efforçons de contribuer à l'autonomisation des femmes et à la défense de leurs droits. Nous avons passé un certain temps à réfléchir à ce que nous voulions faire exactement. Finalement, nous avons choisi de nous concentrer sur la manière dont la religion, la tradition et parfois la culture sont détournées dans le but de soumettre les femmes, car nous considérons que c'est là un très grave problème. Notre message est que de telles interprétations sont erronées. Pour changer la manière dont les femmes sont traitées, il est nécessaire de modifier les structures hiérarchiques au sein de certaines cultures et religions, faute de quoi les femmes continueront inévitablement à occuper un rôle de deuxième plan. C'était là le cœur du problème en Afghanistan – qui explique que les talibans aient pu soumettre totalement les femmes d'une façon aussi triviale.

On estime souvent que, dans une situation de conflit, tout le monde est touché et que le fait de concentrer l'attention sur les femmes risque d'exclure d'autres victimes. Que répondez-vous à cela ?

C'est vrai, j'ai déjà entendu cet argument et je pense effectivement qu'on n'accorde pas suffisamment d'attention aux hommes et aux garçons dans le cadre des actions qui dénoncent les violences faites aux femmes. On a tendance à se focaliser sur la violence dont les femmes sont victimes et les discussions sont menées entre femmes. On ne s'attache pas assez à faire participer les hommes et les garçons, les chefs des provinces et les chefs traditionnels, à savoir ceux qui peuvent réellement faire évoluer la situation.

Un évêque du Nigéria explique qu'il n'aime pas le terme « violence sexiste », car il laisse entendre que les femmes en sont autant responsables que les hommes. Je pense que ce qu'il veut dire c'est que le mot est mal choisi, dans la mesure où ce type de violence est en majorité le fait d'hommes à l'égard de femmes. Cependant, il y a des cas gravissimes où la situation est inversée. Des femmes peuvent se montrer très violentes de différentes façons, sans même frapper personne. Elles sont capables d'exclure quelqu'un, ce qui, dans certaines situations, peut lui rendre la vie extrêmement difficile.

Je continue de penser qu'il est juste de traiter la question des femmes dans les conflits de façon spécifique – sans pour autant négliger les autres victimes – car dans nombre des pays qui traversent un conflit armé, les femmes sont toujours considérées comme des citoyens de deuxième classe. Je pense toutefois que les hommes, les garçons et les chefs traditionnels doivent être intégrés aux discussions et doivent faire partie de la solution. À cet égard, il reste énormément de chemin à parcourir.